



CHAPITRE 110

Loi concernant la municipalité du village
de Pointe Calumet

[Sanctionnée le 12 février 1953]

Préam-
bule.

ATTENDU que les requérants, MM. J. Admérica Beaudin, bourgeois, J. Magloire Lamothe, courtier, Ovide Fontaine, bourgeois, Lionel Lanoix, bourgeois, Ovila Gaudette, bourgeois, Eugène Saint-André, bourgeois, Jérémie Duquette, menuisier, Roland Picard, bourgeois, Jacques Maheu, bourgeois, J. Jacques Paterson, assistant-gérant des ventes, Léo Séguin, bourgeois, et Isaïe Gravel, entrepreneur, tous de Pointe Calumet, comté des Deux-Montagnes, district de Terrebonne, et tous officiers et directeurs de l'Association des Propriétaires de Pointe Calumet Incorporée, ont, par leur pétition, représenté ce qui suit:

Le territoire dont les pétitionnaires demandent l'érection en municipalité fait partie de la municipalité de Saint-Joseph du Lac, dans le comté des Deux-Montagnes;

La grande majorité des propriétaires résidant dans le territoire dont l'érection en municipalité est projetée, a demandé par écrit l'érection de ladite municipalité à être connue sous le nom de "Municipalité du Village de Pointe Calumet";

Ledit territoire est un endroit de villégiature, et est devenu un centre important de tourisme durant l'été;

Ledit territoire comprend actuellement huit cents maisons construites et a une superficie d'environ trois mille et demie

CHAPTER 110

An Act respecting the municipality of the
village of Pointe Calumet

[Assented to, the 12th of February, 1953]

Preamble.

WHEREAS the petitioners, J. Admérica Beaudin, gentleman, J. Magloire Lamothe, broker, Ovide Fontaine, gentleman, Lionel Lanoix, gentleman, Ovila Gaudette, gentleman, Eugène Saint-André, gentleman, Jérémie Duquette, joiner, Roland Picard, gentleman, Jacques Maheu, gentleman, J. Jacques Paterson, assistant sales-manager, Léo Séguin, gentleman, and Isaïe Gravel, contractor, all of Pointe Calumet, county of Two Mountains, district of Terrebonne, and all officers and directors of "L'Association des Propriétaires de Pointe Calumet Incorporée", have, by their petition, represented as follows:

The territory of which the petitioners pray be erected into a municipality forms part of the municipality of St. Joseph du Lac, in the county of Two Mountains;

The greater majority of the proprietors residing within the territory in which it is proposed to erect into a municipality, have applied in writing for the erection of the said municipality to be known by the name of the "Municipality of the village of Pointe Calumet";

The said territory is a country resort, and has become an important tourist centre during the summer;

The said territory now has eight hundred houses built and measures about three and one-half miles long, bordering on

en longueur longeant le Lac des Deux-Montagnes, sur une profondeur d'un peu plus d'un mille;

Étant donné le grand nombre de personnes qui demeurent dans ce territoire ou qui y passent l'été, il est devenu nécessaire de constituer cette partie du territoire en municipalité et de l'autoriser à faire des règlements pour sa bonne administration;

L'érection de ce territoire en municipalité distincte de la municipalité de Saint-Joseph du Lac, assurera à la municipalité du village de Pointe Calumet une administration plus conforme à ses besoins et à sa destination;

Il est devenu nécessaire et opportun d'ériger le territoire ci-après décrit en municipalité de village;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

the Lake of Two Mountains, by a little more than one mile in depth;

In view of the number of persons who live or spend the summer in such territory, it has become necessary to incorporate the said extent of territory into a municipality and to authorize it to make by-laws for its proper administration;

The erection of such territory into a municipality separate from the municipality of St. Joseph du Lac, ensure for the municipality of the village of Pointe Calumet an administration more suitable to its purpose and needs;

It has become necessary and expedient to erect the hereinafter described territory into a village municipality;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Érection. 1. Le territoire suivant est détaché de la municipalité de Saint-Joseph du Lac, comté des Deux-Montagnes, et érigé en municipalité séparée sous le nom de **Territoire.** "Municipalité du Village de Pointe Calumet", savoir:

Commençant à un point marqué par la lettre "A" sur un plan en date du cinq octobre mil neuf cent cinquante et un, lequel point "A" est situé à l'intersection de la rive nord du Lac des Deux-Montagnes et de la ligne séparative des paroisses de Saint-Joseph du Lac et de l'Annonciation, comté des Deux-Montagnes;

De là, prenant une direction nord-ouest en suivant ladite ligne séparative desdites paroisses, jusqu'à un point "B" situé sur la ligne nord de l'emprise du chemin de fer Canadien National, lequel point "B" étant à une distance de quatre mille deux cent cinquante et un pieds de la route nationale (Chemin de la Baie), mesurée le long de ladite ligne séparative desdites paroisses;

Érection. 1. The following territory is detached from the municipality of St. Joseph du Lac, county of Two Mountains, and erected into a separate municipality under the name of the "Municipality of the village of Pointe Calumet" to wit: **Territory.**

Starting at a point indicated by the letter "A" on a plan dated the fifth of October one thousand nine hundred and fifty-one, which point "A" is situated at the intersection of the north shore of the Lake of Two Mountains and of the dividing line of the parishes of St. Joseph du Lac and l'Annonciation, county of Two Mountains;

Thence in a northwest direction following the said dividing line of the said parishes, to a point "B" situated on the north line of the Canadian National railway right-of-way, such point "B" being at a distance of four thousand two hundred and fifty one feet from the highway (Chemin de la Baie), measured along the said dividing line of the said parishes;

De là, prenant une direction nord-est en suivant le côté nord de l'emprise du chemin de fer Canadien National, à travers les lots numéros 111, 110, 109, 108, 107, 106, 103, 100, 99, 98, 95, 94, 93, 92, 90, 88, 83, 74, jusqu'au côté nord-est du chemin public (Montée de la Baie), point marqué par la lettre "C" sur ledit plan;

De là, prenant une direction nord-ouest en suivant le côté nord-est du chemin public (Montée de la Baie), une distance de cinquante pieds jusqu'au point marqué par la lettre "D" sur ledit plan;

De là, prenant une direction nord-est en suivant l'emprise du chemin de fer Canadien National, à travers le lot numéro 68, jusqu'à l'intersection de la ligne de division des lots numéros 68 et 62, point marqué par la lettre "E" sur ledit plan;

De là, prenant une direction nord-ouest en suivant la ligne de division des lots numéros 68 et 62, marquant aussi l'emprise du chemin de fer Canadien National, une distance de quatre cent soixante-deux pieds jusqu'à son intersection avec la limite nord-ouest du lot numéro 62, point marqué par la lettre "F" sur ledit plan;

De là, prenant une direction nord-est en suivant la ligne de division des lots numéros 61, 59, 55 d'une part et 62, 58 d'autre part, marquant aussi l'emprise du chemin de fer Canadien National, jusqu'au point marqué par la lettre "G" sur ledit plan;

De là, prenant une direction sud-est en suivant la ligne de division des lots numéros 57 et 58, marquant aussi l'emprise du chemin de fer Canadien National, une distance de cinq cent quarante et un pieds jusqu'au point marqué par la lettre "H" sur ledit plan;

De là, prenant une direction nord-est en suivant la ligne nord de l'emprise du chemin de fer Canadien National, à travers les lots numéros 57 et 49, jusqu'à son intersection avec la ligne de division des lots numéros 49 et 50, point marqué par la lettre "I" sur ledit plan, lequel point "I" étant à une distance de mille quatre-vingt-dix pieds du Ruisseau Périer, me-

Thence, northeasterly following the north side of the Canadian National railway right-of-way, across lots numbers 111, 110, 109, 108, 107, 106, 103, 100, 99, 98, 95, 94, 93, 92, 90, 88, 83, 74, to the northeast side of the public road (Montée de la Baie), a point indicated by the letter "C" on the said plan;

Thence, northwesterly, following the northeast side of the public road (Montée de la Baie), a distance of fifty feet to a point indicated by the letter "D" on the said plan;

Thence, in a northeasterly direction following the Canadian National railway right-of-way, across lot number 68, to the intersection of the division line of lots numbers 68 and 62, a point indicated by the letter "E" on the said plan;

Thence, in a northwesterly direction, following the division line of lots numbers 68 and 62, also indicating the Canadian National railway right-of-way, a distance of four hundred and sixty-two feet to its intersection with the northwest limit of lot number 62, a point indicated by the letter "F" on the said plan;

Thence northeasterly following the division line of lots numbers 61, 59, 55 on the one hand and 62 and 58 on the other, also indicating the Canadian National railway right-of-way, to a point indicated by the letter "G" on the said plan;

Thence, southeasterly, following the dividing line of lots numbers 57 and 58, also indicating the Canadian National railway right-of-way, a distance of five hundred and forty-one feet to a point indicated by the letter "H" on the said plan;

Thence, northeasterly, following the north line of the Canadian National railway right-of-way, across lots numbers 57 and 49, to its intersection with the dividing line of lots numbers 49 and 50, a point indicated by the letter "I" on the said plan, such point "I" being at a distance of one thousand and ninety feet from Ruisseau Périer, measured along the dividing

surée le long de la ligne de division des lots numéros 49 et 50; line of lots 49 and 50;

De là, prenant une direction sud-est en suivant la ligne de division des lots numéros 49 et 50, une distance de cinquante pieds mesurée le long de l'emprise du chemin de fer Canadien National, jusqu'au point marqué par la lettre "J" sur ledit plan;

Thence, in a southeasterly direction following the dividing line of lots numbers 49 and 50, a distance of fifty feet measured along the Canadian National railway right-of-way, to a point indicated by the letter "J" on the said plan;

De là, prenant une direction nord-est en suivant la ligne nord de l'emprise du chemin de fer Canadien National, à travers les lots numéros 50, 51, 44, 43, 41, 37, 35, 33, 32, 28, 27, 26, 25, 22, 19, 18, 8, 11, 5B, 5C, 4, 3, 2, 1 jusqu'à l'intersection de la ligne séparative des paroisses de Saint-Joseph du Lac et de Saint-Eustache, point marqué par la lettre "K" sur ledit plan, lequel point "K" est situé à une distance de deux mille neuf cent cinquante-six pieds de la route nationale (Chemin de la Baie), mesurée le long de ladite ligne séparative des paroisses susdites;

Thence, northeasterly, following the north line of the Canadian National railway right-of-way, across lots numbers 50, 51, 44, 43, 41, 37, 35, 33, 32, 28, 27, 26, 25, 22, 19, 18, 8, 11, 5B, 5C, 4, 3, 2, 1 to the intersection of the dividing line of the parishes of St. Joseph du Lac and St. Eustache, a point indicated by the letter "K" on the said plan, such point "K" being situated at a distance of two thousand nine hundred and fifty-six feet from the highway (Chemin de la Baie), measured along the said dividing line of the aforesaid parishes;

De là, prenant une direction sud-est en suivant la ligne séparative des paroisses de Saint-Joseph du Lac et de Saint-Eustache, jusqu'à la rive nord du Lac des Deux-Montagnes, point marqué par la lettre "L" sur ledit plan;

Thence, southeasterly, following the dividing line of the parishes of St. Joseph du Lac and St. Eustache, to the north shore of the Lake of Two Mountains, a point indicated by the letter "L" on the said plan;

De là, prenant une direction généralement sud-ouest en suivant la rive nord du Lac des Deux-Montagnes, jusqu'au dit point "A" ci-devant mentionné, point de commencement.

Thence in a general southwesterly direction following the north shore of the Lake of Two Mountains to the said point "A" above mentioned, being the starting point.

Ce territoire ainsi délimité, comprend en se référant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Joseph du Lac, comté des Deux-Montagnes, les lots originaires numéros 12, 13, 14, 15, 16, 17, 34, 36, 42, 45, 46, 47, 48, 58, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 91, 96, 97, 104, 105, en entier; une partie des lots originaires numéros 22, 26, 27, 28, 32, 33, 35, 37, 41, 43, 44 et 51, ces parties de lots sont bornées vers le nord-ouest par la ligne joignant les points "J K"; une partie du lot numéro 57, bornée vers le nord-ouest par la ligne joignant les points "H I"; une partie du lot numéro 68 bornée vers le nord-ouest par la ligne joignant les points "D E"; une partie des lots numéros 74, 83, 88, 90, 92, 93, 94, 98, 99, 100, 107,

Such territory so described comprises, in reference to the official cadastre for the parish of St. Joseph du Lac, county of Two Mountains, the whole of original lots numbers 12, 13, 14, 15, 16, 17, 34, 36, 42, 45, 46, 47, 48, 58, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 91, 96, 97, 104, 105; a part of original lots numbers 22, 26, 27, 28, 32, 33, 35, 37, 41, 43, 44 and 51, such parts of lots being bounded on the northwest by the line joining points "J K"; part of lot number 57, bounded on the northwest by the line joining points "H I"; part of lot number 68 bounded on the northwest by the line joining points "D E"; part of lots numbers 74, 83, 88, 90, 92, 93, 94, 98, 99, 100, 107, 108, 109, such parts of lots being bounded on the

108, 109, ces parties de lots sont bornées vers le nord-ouest par la ligne joignant les points "B C" sur ledit plan.

Terres en culture, etc.

Toute terre en culture ou affermée, ou servant au pâturage des animaux, de même que toute terre non défrichée ou terre à bois dans les limites de la municipalité, est taxée à un montant n'excédant pas un pour cent de l'évaluation municipale, comprenant toutes les taxes, tant générales que spéciales.

Évaluation.

Telle terre ne peut être évaluée à plus de trente-cinq dollars l'arpent si elle a une superficie de quinze arpents ou plus. Cette évaluation comprend la maison qui sert à l'habitation du cultivateur et dont la valeur n'excède pas trois mille dollars, ainsi que les granges, écuries et autres bâtiments servant à l'exploitation de ladite terre.

Lots à bâtir.

Le conseil peut faire ajouter sur le rôle d'évaluation, en tout temps, par les estimateurs en office, sur estimation par eux faite, toute partie de telle terre qui en a été détachée comme lot à bâtir et est devenue ainsi sujette à la taxe après la clôture du rôle d'évaluation et exiger la taxe comme sur tous les autres terrains entrés au rôle.

Corporation constituée.

Lequel territoire, ensemble avec les rues, ruelles, emprise de chemin de fer, lots de subdivisions ou de resubdivisions des lots originaires ou parties des lots originaires mentionnés plus haut, compris dans les limites ci-dessus décrites, à être érigé pour fins municipales, sous le nom de "Municipalité du Village de Pointe Calumet, comté des Deux-Montagnes", tel que démontré sur un plan indiquant par une ligne blanche, les limites de la municipalité du village de Pointe Calumet.

Nom.

Dispositions applicables.

2. La municipalité du village de Pointe Calumet sera régie par les dispositions du Code municipal, sauf en tant qu'elles peuvent être incompatibles avec les dispositions de la présente loi

Idem.

3. Les dispositions du Code municipal s'appliquent à la répartition de l'actif et du passif entre la municipalité de Saint-Joseph du Lac et la municipalité du village de Pointe Calumet.

northwest by the line joining points "B C" on the said plan.

All land under cultivation or farmed or used as pasture for cattle, as well as all uncleared land or wood lots within the municipality, shall be taxed to an amount of not more than one per cent of the municipal valuation, including all taxes, both general and special.

Lands under cultivation, etc.

Such land cannot be valued at more than thirty-five dollars per arpent if it has an area of fifteen arpents or more. Such valuation shall include the house used as a farmer's dwelling, the value whereof not exceeding three thousand dollars, as well as the barns, stables and other buildings used in connection with the said land.

Valuation.

The council may cause to be added to the valuation roll, from time to time, by the assessors in office, on the valuation by them made, any portion of such land which has been detached therefrom as a building lot and shall thus have become liable to taxation after the closing of the valuation roll, and may exact the said tax as upon all other lots entered on the roll.

Building lots.

Such territory, together with the streets, lanes, railway right-of-way, subdivision and resubdivision lots of original lots or parts of original lots above mentioned, comprised within the limits above described, to be erected for municipal purposes under the name of "Municipality of the Village of Pointe Calumet, county of Two Mountains". As shown on a plan indicating by a white line the limits of the municipality of the village of Pointe Calumet.

Incorporation.

Name.

2. The municipality of the village of Pointe Calumet shall be governed by the provisions of the Municipal Code, except in so far as they are not incompatible with the provisions of this act.

Provisions to apply.

3. The provisions of the Municipal Code shall apply to the apportionment of assets and liabilities between the municipality of St. Joseph du Lac and the municipality of the village of Pointe Calumet.

Idem.

C.M.,
a. 75,
remp.
pour la
corp.

4. L'article 75 du Code municipal est remplacé, pour la municipalité du village de Pointe Calumet, par le suivant:

"75. Cependant le conseil peut, par résolution, durant la période d'inondation, établir, en dehors de la municipalité, l'endroit où doivent se tenir les séances du conseil.

Le conseil peut également, par résolution, dans une période de douze mois qui suivront la sanction de la présente loi, établir un lieu en dehors de la municipalité où telles séances du conseil pourront être tenues."

Id.,
a. 110,
remp.
pour la
corp.

5. L'article 110 dudit code est remplacé, pour la municipalité du village de Pointe Calumet, par le suivant:

"110. Le conseil local siège à l'endroit choisi pour la première session, en vertu de l'article 108, jusqu'à ce qu'il ait fixé, par résolution, un autre endroit qui, autant que possible, doit être le lieu le plus public de la municipalité; cet endroit peut être dans une autre municipalité de village, de ville ou de cité, même dans un autre comté."

Excep-
tion.

6. Le paragraphe 10 de l'article 227 dudit code ne s'applique pas à la municipalité du village de Pointe Calumet.

Idem.

7. Le paragraphe 3 de l'article 237 dudit code ne s'applique pas à ladite municipalité.

C.M.,
a. 237,
am. pour
la corp.

8. Le paragraphe 5 de l'article 237 dudit code est remplacé, pour la municipalité du village de Pointe Calumet, par le suivant:

"5. Lorsque, sans la permission du conseil, le maire ou un conseiller n'assiste pas à trois séances ordinaires ou générales du conseil."

C.M.,
a. 245,
remp.
pour la
corp.

9. L'article 245 dudit code est remplacé, pour la municipalité du village de Pointe-Calumet, par le suivant:

"245. Le maire et les conseillers sont mis en nomination le deuxième lundi de

4. Article 75 of the Municipal Code is replaced, for the municipality of the village of Pointe Calumet, by the following: M.C.,
a. 75,
replaced
for corp.

"75. However, the council may, by resolution, during the flood period, establish outside the municipality, the place where the sittings of the council shall be held.

The council may also, by resolution, within a period of twelve months following the sanction of this act, establish a place outside the municipality where such sittings of the council may be held."

5. Article 110 of the said code is replaced, for the municipality of the village of Pointe Calumet, by the following: Id.,
a. 110,
replaced
for corp.

"110. The local council sits at the place selected for the first sitting, under article 108, until, by resolution, it has fixed upon some other place, which, as nearly as may be, must be in the most public place in the municipality; such place may be in another village, town or city municipality, even in another county."

6. Paragraph 10 of article 227 of the said code shall not apply to the municipality of the village of Pointe Calumet. Excep-
tion.

7. Paragraph 3 of article 237 of the said code shall not apply to the said municipality. Idem.

8. Paragraph 5 of article 237 of the said code is replaced, for the municipality of the village of Pointe Calumet, by the following: M.C.,
a. 237,
am. for
corp.

"5. When, without permission of the council, the mayor or a councillor fails to attend three regular or general meetings of the council."

9. Article 245 of the said code is replaced, for the municipality of the village of Pointe Calumet, by the following: M.C.,
a. 245,
replaced
for corp.

"245. The mayor and councillors are nominated on the second Monday of

juillet ou le jour juridique suivant. La votation, s'il y a lieu, se fait au scrutin secret le lundi qui suit ou le jour juridique suivant."

July or on the following juridical day. The voting, if need be, shall be held by secret ballot on the following Monday, or on the following juridical day."

Conseil. **10.** Le conseil est composé d'un maire et de six conseillers.

10. The council shall be composed of a mayor and six councillors. Council.

Qualités
requis.

11. Outre le cens d'éligibilité exigé par la loi municipale, est habile à exercer une charge municipale, tout propriétaire dans la municipalité depuis au moins vingt-quatre mois avant sa mise en nomination, et y résidant pendant une période d'au moins quatre mois par année.

11. In addition to the qualifications required by the municipal law, every person who has been a property owner in the municipality for at least twenty-four months before his nomination, and who resides therein during a period of at least four months per year, shall be eligible to hold a municipal office. Qualifications.

Pouvoirs.

12. Outre les pouvoirs conférés aux municipalités par le Code municipal, la municipalité du village de Pointe Calumet aura le droit de faire modifier ou abroger des règlements aux fins suivantes:

12. In addition to the powers conferred on municipalities by the Municipal Code, the municipality of the village of Pointe Calumet may make, amend or repeal by-laws for the following purposes: Powers.

a) Établir un service de vidanges et d'enlèvement de la neige, et d'en charger le coût aux occupants;

a. To establish a garbage and snow removal service, and to charge the cost thereof to the occupants;

b) Réglementer la vitesse des véhicules automobiles dans la municipalité, et la vitesse des yachts, chaloupes et autres embarcations à moteur près des rives dans les limites de la municipalité;

b. To regulate the speed of motor vehicles in the municipality, and the speed of motor-boats, boats and other motorcrafts near the shores within the limits of the municipality;

c) Réglementer, permettre ou prohiber les industries, commerces, magasins, restaurants, places d'affaires, garages, stations de gazoline et endroits payants de stationnement pour les automobiles sur les lots dans la municipalité;

c. To regulate, permit or prohibit industries, trades, stores, restaurants, business places, garages, gasoline stations, and parking places for automobiles where payment is required, on the lots in the municipality;

d) Réglementer la construction, et accorder ou refuser certains permis de construction;

d. To regulate building and grant or refuse certain building permits;

e) Passer des règlements pour imposer des taxes sur les commerces et pour fixer un taux différent pour les résidents et les non-résidents.

e. To make by-laws to levy taxes on commercial undertakings and to fix a different rate for residents and non-residents.

Approba-
tion.

13. Tout règlement qui doit être soumis aux électeurs suivant les dispositions de la loi, devra être soumis pour approbation dans les mois de juillet ou août.

13. Every by-law which according to law must be submitted to the electors, must be submitted for approval during the months of July or August. Approval.

Organisa-
tion poli-
cière.

14. Ladite municipalité est par les présentes autorisée à pourvoir à l'organisation, à l'équipement, au maintien et à la discipline d'un corps de police ou de

14. The said municipality is hereby authorized to provide for the organization, equipment, maintenance and discipline of a police or constabulary force, with power Police organization.

constables, avec pouvoir de régler la résidence, la classification, le rang, le service, l'inspection et la distribution des membres dudit corps, et de prescrire leurs devoirs; à autoriser le maire, en cas d'urgence, à nommer autant d'officiers de police temporaires qu'il le juge nécessaire, à un salaire fixé par le conseil; pourvu que les officiers de police ainsi nommés ne restent pas en fonction durant plus d'une semaine sans le consentement du conseil;

a) Les agents de police ou constables d'une municipalité ont pouvoir, autorité et juridiction comme tels dans les limites de la municipalité, et sur tout le territoire auquel s'étend pour quelque objet la juridiction de la municipalité;

b) Les agents de police ou constables d'une municipalité sont des constables ou officiers de paix pour tout le district judiciaire dans lequel est située, en tout ou en partie la municipalité, et ont, pour l'exécution des devoirs qui leur sont imposés, tous les pouvoirs et toute l'autorité conférée aux constables ou officiers de paix par le droit commun;

c) Sauf lorsqu'il est autrement prévu, tout agent de police ou constable peut arrêter à vue toute personne contrevenant à un règlement du conseil;

d) Tout agent de police ou constable a le droit d'entrer, de jour ou de nuit, dans tout hôtel, restaurant, magasin ou établissement public tombant sous le coup des règlements de la municipalité, pour constater si les lois et règlements qui régissent ces endroits sont observés, et d'arrêter à vue et sans mandat toute personne qu'il peut trouver dans ces endroits, violant la loi et les règlements. Les propriétaires ou occupants de ces restaurants, hôtels, magasins ou établissements publics sont tenus de recevoir et d'admettre tels officiers ou constables, sous peine d'une amende n'excédant pas cinquante dollars et d'un emprisonnement de pas plus de trois mois à défaut de paiement;

e) Tous prisonniers amenés aux postes de police pour commission de quelque infraction sont traduits sans retard devant le tribunal compétent, pour être traités suivant la loi;

to regulate the residence, classification, rank, service, inspection and distribution of the members of such force, and to prescribe their duties; to authorize the mayor, in cases of emergency, to appoint as many temporary police officers as he may deem necessary, at a compensation to be fixed by the council, provided that police officers so appointed shall not hold their appointment for more than one week without the consent of the council;

a. The policemen or constables of a municipality shall have power, authority and jurisdiction as such within the municipality, and in any territory to which the jurisdiction of the municipality extends for any purpose;

b. The policemen or constables of a municipality shall be constables or peace officers for every judicial district within which the municipality is wholly or partly situated, and, in the performance of their duties, shall have all the powers and authority conferred on constables or peace officers by the common law;

c. Except when otherwise provided, any policeman or constable may arrest on view any person infringing a by-law of the council;

d. Every police officer or constable may enter, by day or by night, any hotel, restaurant, shop or public establishment coming under the by-laws of the municipality, for the purpose of ascertaining whether the laws and by-laws governing such places are observed, and to arrest on view and without warrant any person he may find in such places contravening the law or by-laws; and the owners or occupants of such restaurants, hotels, shops or establishments shall admit such officer or constable, under penalty of a fine of not more than fifty dollars, and of imprisonment for not more than three months in default of payment;

e. Any prisoner brought to a police station, charged with the commission of an offence, shall be brought before the proper court without delay to be dealt with according to law;

f) Il est loisible à tout officier de police en charge d'un poste où est amené un prisonnier arrêté à vue, ou avec l'autorisation du magistrat signataire du mandat, s'il est arrêté sur mandat — pourvu que ce soit pour une infraction contre les prescriptions de la présente loi, de la charte ou d'un règlement municipal — de permettre à ce prisonnier de souscrire une obligation, avec ou sans caution, ou avec dépôt, suivant la gravité de l'infraction, par laquelle il s'engage à comparaître sous deux jours devant le tribunal compétent. A défaut de ce faire, le cautionnement est forfait ou le dépôt confisqué, et le magistrat compétent peut ordonner l'arrestation de l'accusé;

g) Aucune personne ne peut porter, et aucune personne, société ou corporation ne peut faire porter un costume ou uniforme semblable à celui des membres du corps de police de la municipalité; et toute personne, société ou corporation qui viole cette disposition est passible d'une amende n'excédant pas vingt dollars pour chaque infraction;

h) Aucune personne ne peut agir comme constable ou détective spécial dans les limites de la municipalité, sans avoir au préalable obtenu du maire un certificat d'honorabilité, et sans avoir dûment prêté serment comme tel devant le maire ou le greffier du conseil;

i) Un registre de tous les constables et détectives spéciaux doit être tenu par le greffier du conseil, et chacun de ces constables et détectives peut exiger du greffier du conseil un certificat établissant que les formalités prescrites par le présent article ont été remplies;

j) Ce certificat est une preuve suffisante du droit desdits constables ou détectives spéciaux d'agir comme tels;

k) Chacun desdits constables ou détectives doit porter un insigne qui lui est fourni par la municipalité, mais dont il paye le coût;

l) Pour ériger une maison de détention et un ou plusieurs postes pour la garde temporaire de toute personne en état d'arrestation.

f. Any officer in charge of a police station before whom a prisoner arrested on view is brought, or with the authorization of the magistrate who signed the warrant, if such prisoner is apprehended by warrant, — provided it be for an offence against the provisions of this act, the charter or any municipal by-law, — may permit such prisoner to enter into a bond, with or without bail, or with a deposit, according to the gravity of the offence, whereby he shall oblige himself to appear within two days before the proper court. In default thereof, the bail shall be forfeited or the deposit confiscated, and a competent magistrate may order the arrest of the accused;

g. No person shall wear, and no person, firm or company shall cause to be worn, any costume or uniform similar to that of the police force of the municipality; and every person, firm and company contravening this provision shall be liable to a penalty of not more than twenty dollars for each offence;

h. No person shall act as a special constable or detective within the municipality, without having first obtained a certificate of good character from the mayor, and having been duly sworn as such before the mayor or the clerk of the council;

i. A register of all such special constables and detectives shall be kept by the clerk of the council, and each such constable and detective shall be entitled to receive from the clerk of the council a certificate establishing that the formalities required by this section have been complied with;

j. Such certificate shall be sufficient evidence of the authority of such special constables or detectives to act as such;

k. Each such constable or detective shall wear a badge to be supplied, at his own cost and expense, by the municipality;

l. To erect in the municipality a place of detention and one or more places for the temporary custody of any person under arrest.

Conseil
provi-
soire.

15. A compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, les personnes suivantes composeront le conseil municipal provisoire de la municipalité du village de Pointe Calumet, et resteront en fonctions jusqu'après la première élection générale qui suivra l'adoption de la présente loi, savoir: MM. J. A. Beaudin, maire, Eugène Saint-André, J. Magloire Lamothe, Ovide Fontaine, Jérémie Duquette, Léo Séguin et Roland Picard, conseillers.

15. From and after the coming into force of this act, the following persons shall constitute the provisional municipal council of the municipality of the village of Pointe Calumet, and shall remain in office until after the first general election following the passing of this act namely: J. A. Beaudin, mayor, Eugène Saint-André, J. Magloire Lamothe, Ovide Fontaine, Jérémie Duquette, Léo Séguin and Roland Picard, councillors. Provisional council.

Emprunt.

16. Le conseil provisoire est autorisé à emprunter une somme n'excédant pas cinq mille dollars pour pourvoir aux premières dépenses de l'organisation de la municipalité.

Approba-
tion non
requis

Cet emprunt ne sera pas soumis à l'approbation des électeurs mais devra être approuvé par le ministre des affaires municipales.

16. The provisional council is authorized to borrow a sum not exceeding five thousand dollars to provide for the first expenses of the organization of the municipality. Loan.

Such loan shall not be subject to approval by the electors but must be approved by the Minister of Municipal Affairs. Approved not required

Entrée en
vigueur.

17. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

17. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.